

L'Adresse—M. Caouette (Témiscamingue)

vinces? Non, le gouvernement ne veut pas. On nous présente un discours du trône. On nous dit d'attendre la présentation de projets de loi. On nous répète l'éternelle, la sempiternelle chanson que l'on va prendre chez ceux qui en ont pour en donner à ceux qui n'en ont pas. Cela n'augmente pas le pouvoir d'achat global de la population d'un demi-cent, d'un cent, et le gouvernement maintient encore ses positions.

Monsieur le président, pendant toute la campagne électorale, nous avons préconisé trois choses comme politique d'ensemble, au Canada: Premièrement, le revenu annuel garanti, que nous pouvons absorber, que nous pouvons garantir. Au lieu de verser des prestations d'assurance-chômage, des allocations de bien-être social ou toutes sortes d'autres choses, au moyen d'une bureaucratie trop onéreuse, comme présentement, nous disons qu'il faut accorder un revenu annuel garanti à tout le monde, à celui qui travaille comme à celui qui ne travaille pas. La différence entre les deux, c'est que celui qui travaille reçoit son salaire en plus de son revenu annuel garanti, alors qu'aujourd'hui, on force les gens à ne pas travailler pour qu'ils reçoivent des prestations d'assurance-chômage, des allocations de bien-être social ou n'importe quelle autre forme de sécurité sociale.

Monsieur le président, voilà pourquoi beaucoup de gens disent: Je ne vais pas travailler; il est plus rentable de chômer. Par exemple, l'automne dernier, on avait du mal à trouver des gens pour faire la récolte des pommes à Rougemont ou dans d'autres régions des Cantons de l'Est. Pourquoi? Les gens recevaient \$80 ou \$85 par semaine en prestations d'assurance-chômage. Comme on leur en offrait 60 pour aller travailler, ils se disaient invariablement: Restons à la maison, on n'y va pas. Si l'on trouvait un moyen d'encourager l'homme à travailler en lui assurant un revenu annuel garanti, que personne ne pourrait toucher, il n'y a pas un Canadien qui ne se chercherait pas un emploi présentement. Et nous l'avons suggéré depuis longtemps. Encore là, on ne se demande pas: Avons-nous la production pour garantir cela, non. On se demande toujours: Avons-nous l'argent nécessaire pour cela? Cela va coûter tant. C'est toujours l'embarras pécuniaire.

Mais dès qu'une guerre éclate, par exemple, on n'entend personne dire qu'on n'a pas d'argent pour fabriquer des canons, des obus: on en a en quantité. Jamais, on n'a manqué de 25c. pour finir la fabrication d'un canon.

Pendant la seconde guerre mondiale, alors qu'on lançait des bombes sur la tête d'Hitler, en Allemagne, est-ce qu'on lui envoyait une note avant de laisser tomber la bombe, pour lui dire: Paie comptant ou bien on ne la lâche pas. Non. On l'a servi gratuitement pendant toute la guerre.

Tout le monde a compris cela; personne ne s'y opposait. Mais quand il s'agit d'établir un régime de paie pour permettre aux individus de vivre convenablement, dans l'harmonie et l'unité, on n'en trouve pas les moyens, même si l'on trouve les moyens de mécontenter les provinces et les municipalités. On entend actuellement tout le monde jurer contre le gouvernement.

Monsieur le président, l'établissement du revenu annuel garanti, nous l'avons préconisé pendant toute la campagne électorale. On me répondra: Oui, mais dans le Canada, tout le monde n'a pas voté créditiste. Cela est passablement vrai, et s'il y en a qui le savent, c'est bien nous. Seulement, rien n'empêche que nous en avons surpris quelques-uns, même dans la ville de Montréal, où nous avons récolté 157,000 voix, soit autant que le Nouveau parti démocratique dans toute la province de Québec. Au fait, nous avons obtenu 100,000 voix de plus

[M. Caouette (Témiscamingue).]

que les conservateurs progressistes et les néo-démocrates réunis, dans la province de Québec. Mais alors, on nous dit: Oui, c'est peut-être un mouvement particulier à la province de Québec. Mais cela ne saurait être, car je n'ai rien dit de plus dans le Québec qu'à l'extérieur. Je suis allé dans les provinces Maritimes où j'ai dit exactement la même chose. Et j'ai dit que les divergences d'opinions au sujet de la langue à travers le Canada ne constituaient pas le véritable problème, mais qu'on en faisait un problème parce qu'on manque lamentablement de pouvoir d'achat dans toutes les provinces.

• (2100)

Dans le Québec on entend les gens, même les économistes comme M. Parizeau, par exemple, dire: Si l'on n'en a pas assez, c'est parce qu'Ottawa en donne trop à l'Ouest. Si l'on va dans l'Ouest, on rencontre des économistes qui disent exactement le contraire: Si nous n'en avons pas assez, c'est que le régime Trudeau en donne trop à ses "souples aux pois" de la province de Québec. On entend les provinces se soulever les unes contre les autres. Il ne s'agit pas d'une question de langue, mais on en fait une question de langue.

On entend parler de «those Frenchmen from Quebec», et dans le Québec, on entend parler contre les Anglo-Saxons des autres provinces et, pendant ce temps, les financiers s'amuse. A-t-on jamais remarqué que le système monétaire n'a pas de langue: il ne parle ni français, ni anglais, ni ukrainien, ni japonais, ni chinois. C'est drôle que tout le monde comprend le langage du système monétaire. La différence entre un billet de dix dollars et un de vingt, il n'y a personne qui ne la connaisse, qu'il soit Anglais, Français ou Ukrainien. Et c'est ce système-là auquel on n'ose pas toucher. Battons-nous les uns contre les autres, en français et en anglais.

Certains louangent la politique du gouvernement sur les langues officielles, d'autres la critiquent, d'autres encore flattent les deux langues officielles, mais les dévorent dans notre dos. La franchise n'est pas trop à l'honneur. Et puis on dit: Cela dépend des Français ou des Anglais, puis on se bat à qui mieux mieux.

Monsieur le président, la politique des deux langues officielles au Canada ne veut pas dire que les Anglais de la Colombie-Britannique sont obligés d'apprendre le français. C'est là où le gouvernement pêche actuellement, et pêche gravement. Dire à un type de 55 ans: Tu vas apprendre le français, ou tu vas apprendre l'anglais, je trouve cela un peu bête. Il y a des gens qui tentent de le faire, et je les en félicite. J'entendais, cet après-midi, le chef de l'opposition officielle parler français. Il y avait des passages que je ne comprenais pas trop, mais au moins il faisait un effort louable, et je l'en félicite. On ne l'a pas présenté sous ce jour au cours de l'émission "Bye Bye 72", l'autre soir... Cependant, ceux qui apprennent l'autre langue officielle méritent des félicitations. Quant à ceux qui apprennent l'anglais à l'âge de 50 ans, on peut en dire la même chose. Alors, je dis au gouvernement que les deux langues officielles soient reconnues, oui, mais pour les mettre en pratique, il n'y a qu'un moyen: donner aux provinces les subventions voulues pour leur permettre, dans leur domaine de juridiction, d'enseigner les deux langues officielles dès la première année d'école, et alors, on en arrivera...

M. l'Orateur: C'est à regret que j'interromps l'honorable député de Témiscamingue, mais son temps de parole est écoulé. A moins qu'il n'ait le consentement de la Cham-